



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## AFRICAINES

Janvier 2008 - Numéro 20

### Goma au Kivu, énième rencontre sans effets ou vraie opportunité de sortir de la crise ?

Seul le temps dira si la conférence pour la paix au Kivu portera ses fruits. A Goma, dans la région du Nord-Kivu en République démocratique du Congo, belligérants, autorités et société civile sont en ce moment autour de la table pour parler de paix, de sécurité et de développement. L'Association pour la promotion de l'entreprenariat féminin (APEF), partenaire de Frères des Hommes à Bukavu, a choisi d'y participer. Nunu Salufa qui travaille sur place pour l'APEF, dit vouloir y croire, et est satisfaite que les débats puissent avoir lieu : « La population a d'abord considéré cette conférence comme une sorte de négociation avec Nkunda [Nkunda mène avec ses troupes une lutte armée dans la région]. Il a d'abord fallu lui faire comprendre le bien-fondé de la tenue de la conférence. Toutes les parties ont été conviées et sont présentes, et les communautés ont la chance de porter leurs revendications. Cela permettra à tous et à toutes de se dire la vérité afin d'arriver à l'harmonisation. »

L'APEF fait le pari du dialogue et de l'engagement non-violent dans un environnement pourtant hostile. Un pari que rejoignent des acteurs de toute l'Afrique, avec qui vous parcourrez un bout de chemin dans ce nouveau numéro de Résonances : des femmes qui misent sur l'artisanat au Niger et d'autres qui se réunissent pour se renforcer à Brazzaville ; des juristes qui s'ouvrent au droit international et des éducateurs qui vont à la rencontre d'enfants des rues au Congo ; des citoyens qui se soulèvent contre la destruction de leur économie en Afrique centrale et un Sénégalais mobilisé pour la jeunesse de son pays. Enfin, gardez un œil averti sur le Festival du film de Sundance : des sportifs sans-abri pourraient bien devenir des vedettes !

Maïa Levasseur - Frères des Hommes



Au Kivu, les femmes de l'APEF choisissent la mobilisation non-violente. © Frères des Hommes

#### / DANS CE NUMÉRO

##### **PARTICIPER / Congo Brazzaville**

Les femmes de la Via Campesina Afrique réunies pour échanger sur leur quotidien

##### **MANIFESTER / Afrique centrale**

La société civile se soulève contre le libre-échange

##### **FORMER / RDC**

Éducation de proximité pour les enfants de la rue

##### **COOPÉRER / Niger**

L'artisanat redonne aux femmes toute leur place dans le développement de leur pays

##### **INFORMER / RDC**

La société civile mobilise des juristes contre l'impunité

##### **TÉMOIGNER / Afrique du Sud**

Des sans-abri footballeurs partagent leur expérience à Sundance

##### **RENCONTRER / Sénégal**

Makhtar se mobilise pour la jeunesse sans emploi

#### / CONTRIBUTIONS

**Afrique du Sud** Jody Arlington / **Niger** Aïchatou Boulama / **RDC** Luc Lutala Kyad'i, Éleuthère Molisho / **Congo Brazzaville** Isabelle Dos Reis / **Sénégal** Makhtar Diop

**France FdH** Agathe Mougel, Anne-Marie Diény, Destinée Nkala Mpika, Lisa Quaas, Maïa Levasseur, Raul Montero, Yves Altazin

**Traduction anglaise** En cours...

**Traduction espagnole** En cours

**Direction de rédaction** Frères des Hommes / **Création et mise en page** www.oliviermorissee.com / **Frères des Hommes** Association reconnue d'utilité publique & Membre du Comité de la Charte



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## Congo Brazzaville

PARTICIPER

## Les femmes de la Vía Campesina Afrique réunies pour échanger sur leur quotidien



Rires et complicité entre les femmes de la Vía Campesina Afrique. © Isabelle Dos Reis

**Faire émerger une force collective chez les femmes rurales africaines**, tel était le but de la première rencontre des femmes de la Vía Campesina<sup>1</sup> Afrique qui s'est tenue du 28 au 30 novembre dernier au Congo Brazzaville. La rencontre est partie d'un constat unanime : « Le quotidien des femmes paysannes africaines, principales actrices de la production vivrière est aujourd'hui trop ingrat. » La Vía Campesina a choisi de réunir la commission femmes d'Afrique afin que les femmes puissent partager leur expérience sur leur quotidien ainsi que sur leurs initiatives locales, et trouver des solutions collectives aux problèmes auxquelles elles sont confrontées.

### Partager des solutions pour des problèmes communs

Vingt-trois femmes ont participé à la rencontre de Brazzaville. De Madagascar au Togo, en passant par l'Angola et São Tomé et Príncipe, elles sont venues d'une dizaine de pays du continent. Isabelle Dos Reis, coordinatrice de la Vía Campesina Afrique, participait à la rencontre. « Cette rencontre, témoigne-t-elle, a été l'occasion pour ces femmes venues de pays différents de partager leurs expériences, d'évoquer les problèmes auxquels leur condition de femmes rurales les confronte et de définir ensemble un plan d'action efficace pour envisager des solutions. »

Une grande partie des trois jours d'échange et de réflexion a été consacrée aux témoignages et au partage d'expérience. Chaque participante a eu l'opportunité de présenter la condition des femmes rurales dans son pays, et les problèmes auxquels elles avaient à faire face au quotidien. Par des mysticas, saynètes culturelles qui ouvrent les sessions de travail dans la Vía Campesina, les participantes ont pu partager leur ressenti. Il s'avère que la situation est partout précaire, et semblable : des maris souvent brutaux qui ne participent pas aux travaux, analphabétisme, mariages précoces, accès difficile aux soins de santé et à l'éducation, obstacles liés à l'accès aux ressources et moyens de production (terre, eau, équipements, crédits, marché). Autant de problèmes qui freinent la contribution des femmes au développement.

*« La rencontre de Brazzaville a été une manière pour les femmes africaines de la Vía Campesina de préparer leur participation à la 3e assemblée mondiale des femmes et à la 5e conférence de la Vía Campesina qui se tiendront en octobre 2008 en Afrique, au Mozambique. »*

La deuxième journée a été consacrée à la visite d'une zone maraîchère, en partenariat avec la Concertation nationale des organisations paysannes et des produc-

teurs agricoles du Congo Brazzaville<sup>2</sup>, hôte de cette rencontre. Un moment festif et très convivial qui a favorisé le rapprochement des femmes entre elles. Celles-ci ont pu grâce à cette réunion se sentir ensemble et unies dans leur combat quotidien, mais aussi envisager des actions communes pour l'avenir.

### Se former et mobiliser pour que les femmes soient actrices du développement

Le dernier jour a permis de synthétiser toutes les problématiques évoquées grâce à un travail de réflexion des femmes, réunies en ateliers, puis d'établir un plan d'action. Les femmes ont proposé des actions aussi variées que nombreuses. Ainsi, Alphonsine de RDC a-t-elle suggéré de lancer une action de protestation des femmes africaines : « Un mois sans mari au lit ». Elles ont également largement remis en question les coutumes et traditions qui fragilisent leurs droits. Parmi les résolutions concrètes de la rencontre de Brazzaville, les femmes ont prévu de se former sur le commerce international, afin de maîtriser les questions de l'accès au marché et à l'internationalisation des échanges. Elles savent que le manque de connaissances techniques reste le plus grand frein au développement économique des femmes rurales africaines, et qu'elles doivent donc s'emparer des outils et exigences du monde économique moderne. « Cette première rencontre des femmes de la Vía Campesina Afrique, conclut Isabelle Dos Reis, a été un véritable semeur d'espoirs pour ces femmes qui se sont aperçues qu'elles n'étaient pas seules, et qu'elles pouvaient ensemble lutter pour une amélioration de leur condition. » ■

### / ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Vía Campesina : mouvement international de lutte pour l'agriculture paysanne - [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org) - [vcafrica@gmail.com](mailto:vcafrica@gmail.com) > Contact: Isabelle Dos Reis / <sup>2</sup> CNOP-CONGO - <http://www.e-monsite.com/cnop-congo04/>



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

## Afrique centrale

MANIFESTER

## La société civile se soulève contre le libre-échange



L'Afrique doit pouvoir se renforcer économiquement avant de s'ouvrir à la concurrence des pays européens. © Frères des Hommes

« **L'Afrique n'est pas à vendre** », « Non aux APE précipités », « Sans intégration régionale, pas d'accord de partenariat possible avec l'Europe ». Le 16 juillet dernier à Yaoundé, près de 2000 Africains ont haussé le ton lors d'une réunion sur les Accords de partenariat économique (APE). Ceux-ci visent à développer le libre-échange entre l'Union européenne et les pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), dont quinze pays d'Afrique. La négociation devait en principe s'achever en décembre dernier, mais les dirigeants ne sont pas parvenus à tomber d'accord. Elle se poursuit donc, et la société civile africaine entend bien s'imposer dans le débat.

### La société civile face aux décideurs internationaux

A l'intérieur de l'hôtel Hilton de Yaoundé, des personnalités de haut rang sont réunies : du côté européen, Louis Michel, commissaire au Dévelop-

pement et à l'Aide humanitaire et Peter Mandelson, commissaire au Commerce ; du côté africain, le négociateur en chef de la zone Afrique centrale, Antoine Tsimi et les ministres de la sous-région en charge des APE. Face à eux sur l'esplanade de l'hôtel, les manifestants sont réunis par la Plate-forme des acteurs non-étatiques d'Afrique centrale (Panaec)<sup>1</sup>. Ils sont membres et représentants de groupements de professionnels, de producteurs et de femmes, d'organisations non-gouvernementales, d'associations de défense des droits des citoyens. Ils viennent du Gabon, de la Guinée équatoriale, de la RDC, du Congo Brazzaville, de la République centrafricaine, de São Tomé et Príncipe et du Tchad. A grand renfort de slogans et de tam-tams, ils montrent leur opposition à une zone de libre marché avec l'Union européenne, qui se cache sous le sigle APE.

*Le déferlement des produits européens sur les marchés d'Afrique centrale tuera les États, assasinerà nos entreprises, écrasera nos productions paysannes et nous obligera à tous nous réfugier en Europe.*

La Panaec a présenté à Yaoundé les recommandations élaborées lors de la réunion de préparation de Douala le 5 juillet 2007. Elle estime que les pays africains ne sont pas encore prêts à ouvrir leurs marchés à la rude concurrence régionale, et a fortiori européenne, comme le prévoient les APE. En outre, les pertes de revenus douaniers fragiliseraient d'autant plus les budgets déjà maigres des Etats concernés. Il reste également que l'Afrique n'est pas encore assez intégrée pour être un interlocuteur de poids de l'Union européenne. La Panaec demande donc à cette dernière de laisser le temps à l'Afrique de se développer économiquement avant d'ouvrir grandes ses portes à la concurrence. Sinon, nous

dit Bernard Njonga coordinateur de la Panaec, « le déferlement des produits européens sur les marchés d'Afrique centrale tuera les Etats, entraînera des soubresauts sociopolitiques, assasinerà nos entreprises les plus viables, écrasera nos initiatives et productions paysannes et nous obligera, à coup sûr, à tous nous réfugier en Europe. »

### Une mobilisation internationale d'ampleur

Pour les associations de la société civile, les commissaires européens sont venus « mettre la pression » sur les négociateurs africains, alors qu'approchait la date butoir du 31 décembre 2007 fixée cinq ans plus tôt au début des négociations. Ils sont cependant confrontés à une large opposition. Ainsi lors du sommet Afrique/Union européenne de décembre dernier, le président sénégalais a repris les arguments soulevés par les organisations paysannes en refusant de signer les APE. La mobilisation contre les APE se poursuit. Elle a déjà permis aux États africains de discuter entre eux, et aux associations représentant la société civile de participer au débat. Une situation qui n'est pas sans rappeler la mobilisation de la société civile en Amérique latine contre le traité de libre-échange avec les États-Unis, qui a permis des négociations sur des bases plus justes.

La mobilisation sur le continent africain est également relayée en Europe. Ainsi une vingtaine de responsables d'associations africaines ont créé un Collectif anti-APE, qui s'est concrétisé en décembre dernier à la Bourse du travail de Paris. Ils espèrent parvenir à relayer la voix de l'Afrique en s'adressant directement à la Commission européenne. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> La Panaec travaille avec l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs - [www.acdic.net](http://www.acdic.net)



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

République Démocratique du Congo

FORMER

## Éducation de proximité pour les enfants de la rue

### Formation et aide à la réinsertion pour les enfants des rues de Kinshasa :

c'est ce qu'a entrepris l'organisation non gouvernementale congolaise Espoir pour tous (EPT)<sup>1</sup>. A Kinshasa, comme dans plusieurs grandes villes d'Afrique subsaharienne, de milliers d'enfants vivent dans la rue. Ils sont orphelins, en conflit avec leur famille, ou bien chassés par leurs parents qui les accusent d'être « sorciers ». Depuis sa création en 2000, EPT, à l'instar de quelques rares autres associations, propose un avenir à ces enfants relégués et exclus de la société. L'association a d'abord initié des formations aux métiers de la menuiserie, de l'agriculture et de la pêche, de la couture, et des nouvelles technologies. Puis en 2007, EPT a lancé le projet « Ecole mobile pour les enfants de la rue à Kinshasa ». Le but est de mettre en place un espace d'encadrement mobile, présent régulièrement dans différentes communes et permettant aux enfants de la rue de bénéficier d'une éducation de proximité comprenant des programmes d'alphabétisation, de calcul élémentaire, de sensibilisation à l'hygiène et aux maladies sexuellement transmissibles, ainsi que des activités ludiques.

### L'accès à l'éducation est un droit pour tous

Les enfants de la rue sont les derniers à bénéficier des politiques d'éducation, notamment l'accès à l'école primaire pour tous. L'école mobile initiée par EPT a été conçue pour faire face à ce manque. Elle découle de concepts déjà expérimentés dans plusieurs pays par Mobile School<sup>2</sup>, une organisation belge de laquelle EPT a obtenu du matériel éducatif. Elle rend visite à des enfants de la rue dans leur propre environnement et crée des lieux de rencontre. L'équipe pédagogique commence d'abord par repérer les sites fréquentés par les enfants en vue du déploiement de l'école. Elle identifie ensuite les enfants sur les sites ciblés, puis



Des enfants des rues participant à un cours de l'école mobile © Espoir pour tous

les prépare psychologiquement à la venue de l'école. Quand les cours commencent, les éducateurs s'attachent à adapter les enseignements au niveau des enfants, qui peut varier selon les sites. L'évaluation et le suivi sont aussi des activités capitales pour l'appréciation de l'assimilation des matières par les enfants.

*Par l'école mobile, nous tentons de veiller à ce que le lien ne soit pas définitivement rompu entre ces enfants et le rempart que représente l'instruction, car nous sommes persuadés qu'ils peuvent un jour retrouver leur place dans la société.*

Luc Lutala Kyad'I, président de EPT, raconte les obstacles rencontrés : « Il nous a fallu deux ans de préparation pour mettre en place l'école mobile, explique-t-il. Les enfants des rues, par l'âpreté de la vie qu'ils mènent, sont généralement méfiants et agressifs, d'où la difficulté de les approcher. Mais nous avons au sein de notre ONG des psychothérapeutes et des éducateurs sociaux. La période d'approche a été longue. Aujourd'hui, si les enfants viennent à nous, c'est parce qu'ils savent que nous leur voulons du bien. » Grâce à ces relations de confiance établies avec les éducateurs, qui les acceptent et les respectent incondition-

nellement, les enfants améliorent l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes et affrontent leurs difficultés avec plus de force.

### Une action menée à bien, malgré des difficultés de financement

Espoir pour tous travaille actuellement dans un seul quartier, celui de Gombe. Les encadrants se déplacent trois fois par semaine et l'école mobile a accueilli à ce jour près de 75 enfants. EPT cherche désormais à créer une synergie et à mobiliser le soutien d'autres organismes autour de l'école mobile : le projet a été présenté aux organisations locales et aux autorités politico sociales. L'objectif à court terme est, grâce aux financements obtenus, de couvrir cinq communes de Kinshasa et de faire bénéficier 300 enfants de la rue de cette éducation de proximité. « Le manque de moyens financiers demeure l'un des principaux obstacles à notre action, confie le président de l'ONG. Mais notre résolution est ferme, nous voulons faire quelque chose pour ces enfants. Ils ont beaucoup de potentialités et l'école mobile a permis de les réveiller. » ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> EPT - <http://espoirpourtous.midiblogs.com/> - [eptkinshasa@yahoo.fr](mailto:eptkinshasa@yahoo.fr) > Contact : Luc Lutala Kyad'I / <sup>2</sup> Mobile School - <http://www.mobileschool.org/index.php?lang=FR>



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Niger

COOPÉRER

## L'artisanat redonne aux femmes toute leur place dans le développement de leur pays



Une femme rurale de Maradi derrière son stand de tissus africains. © Aïchatou Boulama

### Du 1<sup>er</sup> au 10 décembre dernier s'est tenu dans le petit village de Wadata au Niger

la cinquième édition du Salon de l'artisanat pour l'émancipation de la femme, le Safem<sup>1</sup>. Organisé pour la première fois en 2000 à l'initiative de quelques femmes nigériennes actives et audacieuses, ce salon place les femmes comme actrices dans le processus de production, et comme levier économique indispensable au développement local du Niger.

### Offrir des débouchés nationaux à l'artisanat local

Chaque édition est dédiée à une région spécifique du Niger et cette année c'est la région de Maradi, au Sud du pays, qui a été mise à l'honneur. Avec plus de 100 000 visiteurs accueillis pendant 10 jours, 16 pays africains invités et plus de 500 exposants installés sur 216 stands, le Safem 2007 a été un événement largement suivi. On y trouvait des stands d'orfèvrerie, de tissage, de tannage, de vannerie, mais aussi des stands alimentaires à base de produits locaux tels que le mil, le riz, le sorgho, le fonio. Parmi les expositions les plus attrayantes, figurait « La chambre de la mariée moderne » dont les objets ont été confectionnés par trente femmes nigériennes, sous la houlette de deux designers français. Un imposant défilé de mode a été présenté sur des musiques nigériennes et africaines, mettant en

lumière des vêtements modernes inspirés de la tradition.

*« Faire connaître le travail artisanal des femmes nigériennes est aussi une manière de promouvoir la production locale et de la protéger de la concurrence extérieure. »*

Témoignage de la diversité des peuples qui fondent la société nigérienne, les différentes formes d'artisanat sont pratiquées avec dextérité par nombres de femmes qui ont hélas du mal à vivre de leurs talents. Le Safem a été élaboré dans le but de valoriser leur travail en leur offrant des débouchés : « Tout a commencé au début des années 1990, à la suite d'un projet de développement initié par le Luxembourg auquel je participais, dont l'action portait sur l'aide et le soutien aux artisans nigériens », nous confie madame Aïchatou Boulama, la coordinatrice du Safem. « Nous avons constaté que les artisans ne parvenaient pas à vivre de leur travail parce que les Nigériens ne consommaient pas les produits locaux. Les femmes sont les prescriptrices de la consommation des ménages, nous avons donc décidé d'en faire notre cible principale. » Ces dernières ont la capacité d'influencer largement le mode de consommation de la société nigérienne et d'influer ainsi sur l'économie locale. C'est donc sur elles que parie le Safem, qui loin de réduire les femmes à des consom-

matrices, leur donne également une place de productrices.

### Les femmes au premier plan du développement local

Le chemin a été particulièrement long et parsemé d'embûches pour Aïchatou Boulama, ainsi que le groupe de femmes actives auquel elle appartenait : « Nous étions une vingtaine de femmes à lancer la première édition du Safem en 2000, poursuit-elle, l'année d'après nous sommes devenues une centaine. Ensemble nous sommes parties à la rencontre des responsables politiques et des chefs d'entreprises qui importaient leurs produits de Chine, pour les sensibiliser à consommer les produits locaux. Nous avons également invité les pays de l'Afrique de l'Ouest à se joindre à nous. » Ces rencontres ont permis de remettre la question de la production, mais aussi de l'accès au marché, au cœur des débats sur le développement économique. Petit à petit, le Safem a réussi à se faire entendre. Aïchatou Boulama raconte : « Nous ne disposions à cette époque que du soutien financier de la coopération luxembourgeoise et de l'Union européenne. L'Etat nigérien ne nous a pas aidées au départ. Mais nous avons poursuivi nos efforts qui ont au bout du compte porté leurs fruits. » En 2007, le gouvernement nigérien a décidé d'apporter son soutien à l'événement et la femme du président de la république a parrainé le salon. Le Safem est désormais institutionnalisé et fonctionne en structure autonome. Autant de signes qui prouvent que le Salon, en proposant aux femmes un rôle clef dans le développement local du Niger, a vu juste. Les organisatrices du Safem souhaitent maintenant inciter les artisanes à confectionner des produits exportables, donc susceptibles d'intéresser le visiteur ou l'acheteur étranger. ■

/ ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Safem - [www.safem.info](http://www.safem.info) - [safem@intnet.ne](mailto:safem@intnet.ne) > Contact : Aïchatou Boulama



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

République Démocratique du Congo

INFORMER

## La société civile mobilise des juristes contre l'impunité

**La Justice nationale et internationale dans la lutte contre l'impunité en RDC.** C'était le thème du séminaire de formation qui s'est tenu du 21 au 23 juin 2007 en République démocratique du Congo (RDC). Organisé par l'association congolaise Culture pour la paix et la justice (CPJ)<sup>1</sup>, il a bénéficié de l'appui majeur de la Cour pénale internationale et du Barreau pénal international. Cet événement porteur d'espoir pour la justice congolaise marque en soi un premier recul de l'impunité en RDC.

### Un séminaire pour instaurer un État de droit

La CPJ est une organisation non-gouvernementale qui œuvre pour l'éclosion des valeurs universelles, dont la paix et la justice. Déjà initiatrice de nombreuses conférences, émissions radiotélévisées et autres événements de sensibilisation pour promouvoir la défense des droits de l'homme en RDC<sup>2</sup>, l'association CPJ se place comme un acteur de poids dans la renaissance de la société civile congolaise. Le séminaire tenu en juin dernier s'inscrit dans une somme d'actions qui visent à instaurer un État de droit dans ce pays. Cent quarante personnes ont pris part à ces trois journées de travaux, ateliers et débats modérés par Maître Liévin Ngondji Ongombe, fondateur et président de la CPJ. Les participants étaient des acteurs de justice du pays : magistrats, avocats, membres d'organisations non gouvernementales ou d'associations. La CPJ peut même s'enorgueillir d'avoir fait remonter la question de l'impunité dans les plus hautes sphères politiques nationales puisque le séminaire a été ouvert par un discours de Madame Odia, vice-ministre de la Justice. Quelques journalistes ont également participé à la médiatisation de l'événement.



Des hommes et des femmes réunis pour un État de droit bannissant l'impunité. © Eleuthère Molisho

### Le droit international à la rescousse de l'appareil judiciaire congolais

Depuis de nombreuses années, des régions entières de la République démocratique du Congo sont en proie à de violents conflits. Viols aggravés, tortures et assassinats sont froidement infligés par des milices armées sur des civils sans défense. A Kinshasa, la capitale du pays, la situation n'est guère plus sécurisante. En effet, si les conflits ne s'étendent pas jusque dans les grandes villes, celles-ci sont pourtant le théâtre de plusieurs exactions commises par des hommes en armes sur les populations. L'appareil judiciaire congolais s'est jusqu'alors révélé impuissant quant à la répression des auteurs des violations et le rétablissement des victimes dans leurs droits et leur dignité. Consciente des effets que peut engendrer l'impunité, comme la reproduction des exactions et la pérennisation des conflits, la société civile congolaise met tout en œuvre pour la bannir du paysage congolais.

*Les juristes, épaulés par les plus grandes instances internationales, jouent un rôle majeur dans la lutte pour la justice.*

Le séminaire de la CPJ a permis de renforcer les juristes du pays en leur donnant des clés d'actions par la mise

à leur disposition de connaissances élargies sur la justice pénale nationale, mais surtout internationale. Maître Éleuthère Molisho, secrétaire général de la CPJ, raconte: « Au cours de ce séminaire des cellules de réflexion ont été créées sous forme d'ateliers, au cours desquels des questions sur la réforme du droit congolais et le renforcement des capacités pour la défense des intérêts des victimes ont été évoquées. » En plus d'être en soi un premier pas vers la lutte pour la justice et contre l'impunité, ce séminaire renforce les capacités des juristes congolais en droit international. La participation des instances internationales comme la Cour internationale de justice et le Barreau pénal international a déjà incité le gouvernement congolais à améliorer les conditions de vie et de travail des magistrats et avocats congolais, condition nécessaire à l'impartialité de la justice. Ces derniers, incités à adhérer au Barreau pénal international, contribueront à l'amélioration de l'État de droit et à une paix durable dans le pays. ■

ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> CPJ - cpj\_ong@yahoo.fr - emolisho@yahoo.fr > Contact : Éleuthère Molisho / <sup>2</sup> Lire l'article « La population réclame la mort de la peine capitale » dans *Résonances africaines* n°14, mai 2007



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Afrique du Sud

TÉMOIGNER

## Des sans-abri footballeurs partagent leur expérience à Sundance



Au Cap, les joueurs ne sont plus des sans-abri, mais des sportifs comme les autres. © Kicking It

**Festival du film de Sundance, États-Unis, janvier 2008 :** la quatrième Coupe du monde de foot des sans-abri<sup>1</sup> rassemblant plusieurs centaines de joueurs de 48 nations des cinq continents, est à l'honneur. L'équipe de Résonances avait raconté leur aventure sportive et solidaire il y a un peu plus d'un an<sup>2</sup>. Susan Koch a également suivi cette aventure caméra à l'épaule et réalisé le documentaire *Kicking It*<sup>3</sup>, sélectionné pour le festival. Résonances profite de cette nouvelle opportunité pour redonner la parole à ces sportifs avides de partager leur expérience.

### Le cinéma au cœur du sport et de la solidarité

Susan Koch, cinéaste toujours à la recherche d'histoires inédites et sortant des sentiers battus, s'est passionnée pour cette Coupe du monde pas comme les autres. Elle choisit d'en faire un film documentaire et entraîne dans l'aventure Neil Barrett, son ami directeur de la photographie. Ils décident de brosser le portrait de joueurs issus d'horizons très variés et reflétant différentes situations sur la question des sans-abri. Simon, Irlandais, sort d'une longue période de drogue. Najib, Afghan, a perdu toute sa famille durant le régime des talibans. Slava, Russe, est venu à la ville pour

travailler mais est toujours sans emploi durable. Alex, Kenyan, rêve d'être footballeur professionnel, seule perspective de sortir de la misère du bidonville dans lequel il vit. Tous partagent trois caractéristiques communes : vivre dans la rue, aimer le foot et participer à ce mondial pas comme les autres. L'équipe de tournage les suit pendant les quatre mois qui précèdent la compétition, puis tout au long de la Coupe au Cap : trois ou quatre caméras couvrent les matchs ainsi que tout ce qui se passe entre les phases de jeu. Susan Koch se dit « étonnée de voir à quel point les joueurs, en dépit d'être en marge de la société, sont fiers de porter les couleurs de leur pays ». Tous manifestaient l'envie de partager leur expérience et leur vie. Extrêmement enthousiasmé par le projet, ils se sont prêtés au jeu, et c'est dans plus de 200 heures filmées que le monteur Jeff Werner, également coréalisateur, a du piocher à la fin du tournage. La version finale du documentaire dure 97 minutes, un vrai tour de force, car pas question de laisser tomber un seul des footballeurs suivis : chacun d'eux transmet une vision différente de l'histoire des sans-abri.

**Dans la vie comme dans le foot, aucune défaite n'est définitive**

*Kicking It* vise tout d'abord à montrer l'impact que peut avoir le sport sur le parcours de vie des personnes de la rue. L'entraîneur de l'équipe russe estime que « le foot est le meilleur modèle de la vie telle qu'elle est vraiment. Au foot, il n'y a jamais de dernier match. Dans la vie non plus il n'y a jamais de dernier match. Il y a toujours une nouvelle occasion de l'emporter. » Selon un sondage réalisé auprès des joueurs, 92% des interrogés estiment que la Coupe du monde à laquelle ils ont participé leur a permis de trouver de nouvelles motivations dans leur vie.

*« Quand on découvre qu'un simple ballon peut changer des vies, cela doit nous inciter à agir pour les millions de sans-abri dans le monde aujourd'hui. »*

En plus de redonner confiance aux participants et de valoriser leur expérience, Susan Koch et son équipe souhaitent que grâce à leur film les spectateurs voient les sans-abri sous un angle différent et s'engagent pour faire bouger les choses. Pour cela, il faut que le plus grand nombre ait accès au film. La sélection de *Kicking It* au festival de film de Sundance en janvier 2008 est une reconnaissance de l'importance que revêt la Coupe du monde des sans-abri, qui mêle la plus grande passion commune et internationale (le foot) à une des plus grandes problématiques mondiales (le logement). C'est également une aubaine pour le film, car il y a fort à parier que la participation de *Kicking It* à Sundance permettra de trouver un distributeur et donc de toucher un large public. ■

### ET PLUS SI AFFINITÉS...

<sup>1</sup> Lire « Afrique du Sud, le foot aide les sans-abri à trouver un nouveau cap », Résonances n° 8, novembre 2006 / <sup>2</sup> Coupe du monde des sans-abri, [www.homelessworldcup.org](http://www.homelessworldcup.org), [kat@homelessworldcup.org](mailto:kat@homelessworldcup.org) > Contact: Kat Byles / <sup>3</sup> [www.kickingitthefilm.com](http://www.kickingitthefilm.com), [jarlington@webermerritt.com](mailto:jarlington@webermerritt.com) > Contact: Jody Arlington



frères des hommes

9, rue de Savoie 75006 PARIS  
T +33 (0)1 55 42 62 62  
F +33 (0)1 43 29 99 77  
www.fdh.org

# RÉSONANCES

ENGAGEMENTS CITOYENS  
POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Sénégal

RENCONTRER

## Makhtar se mobilise pour la jeunesse sans emploi



Makhtar accompagne de jeunes artisans dans leur formation. © FdH

*Makhtar Diop, la cinquantaine, travaille depuis plus de dix ans à la Kora-PRD. Cette association sénégalaise met en place des formations, des programmes de partage d'équipement, des aides à l'accès au crédit. Elle appuie également l'organisation des artisans sénégalais. Nous avons rencontré Makhtar à Paris en octobre, alors qu'il venait échanger avec Frères des Hommes sur des projets en cours et à venir.*

### Makhtar, peux-tu nous parler de tes origines ?

Je suis originaire de la ville de Louga au nord du Sénégal. J'ai été élevé par mon oncle gendarme. Par conséquent, tous les deux ans nous déménageons au gré de ses affectations. Enfant, je m'étais fixé comme défi de visiter tous les chefs-lieux des départements sénégalais. C'est grâce à lui en partie que j'ai pu relever ce défi. Aujourd'hui, je suis marié. Mon épouse enseigne l'histoire-géographie. J'ai quatre enfants âgés de un à huit ans. Pour l'instant, je ne m'inquiète pas pour eux. Par contre, j'ai peur pour les jeunes Sénégalais qui ont entre 14 à 21 ans. Beaucoup sont alphabétisés : ils peuvent lire un livre, écrire ou lire une lettre et regarder un film. Mais cela ne leur permet pas de trouver un travail car il y a une absence totale de politique de formation professionnelle.

### Toi, tu as pu faire des études ?

Oui. J'ai fait des études d'économie au Sénégal. Puis quand j'étais en année de maîtrise en 1989, j'ai participé à un test écrit de recrutement tout à fait par hasard et sans grande conviction. C'était pour un programme japonais dans le domaine de la formation. La question portait sur la formation de manière globale. Je n'ai marqué qu'une phrase : « Je ne peux pas faire de la formation pour des individus que je ne connais pas. » En effet, je pense qu'il faut connaître la langue et les besoins des gens pour pouvoir les former de manière efficace. Grâce à cette idée, j'ai été sélectionné et c'est donc à ce moment que j'ai fait mon entrée dans le milieu associatif. Plus tard, en 1997, j'ai interrompu ma carrière pendant un an pour venir étudier en France, à Lyon. J'ai suivi un DESS de développement local, au Centre international d'études pour le développement local.

### Qu'est-ce qui t'intéresse tant dans la formation des jeunes ?

C'est le fait de voir et de savoir qu'au Sénégal, pour 20 000 élèves scolarisés en cours élémentaire, il y en aura 12 000 en CM2, 4 000 passeront le

brevet, et 2 000 le bac. Je sais que cet écart est dans la rue, dans la délinquance. Pour moi, le problème est politique et j'ai envie d'accompagner les jeunes qui quittent le système scolaire et de les aider à s'en sortir et à développer une conscience politique.

### Que fais-tu concrètement avec la Kora ?

Je me bats pour que les jeunes puissent avoir une formation professionnelle par exemple en plomberie, en coiffure, en couture, ou en menuiserie. L'offre de formation est concentrée à Dakar et les jeunes du milieu rural sont laissés de côté. La Kora-PRD propose aux jeunes des formations dans sept régions. Mais il faut faire attention à ne pas conforter l'Etat dans son inertie. Car je pense que c'est normalement à lui de créer ces formations et non pas au milieu associatif. Nous réfléchissons maintenant à des stratégies de formation pour impliquer l'Etat dans l'ouverture de centres de formation. Pour atteindre cet objectif, il faut une pression populaire importante. Nous essayons de faire en sorte que les populations s'organisent, défendent elles-mêmes leurs droits et constituent une force de proposition dans le pays.

*« L'Etat doit prendre ses responsabilités et proposer aux jeunes des formations qualifiantes. »*

### Qu'est-ce que ça t'apporte de travailler dans ce milieu ?

On croise aujourd'hui des jeunes qui sont toujours en activité, quinze ans après avoir bénéficié d'un programme d'aide au premier emploi. De même, je connais un vieil artisan qui, il y a quatre ans, ne savait ni lire ni écrire. Il peut maintenant remplir un chèque grâce aux campagnes d'alphabétisation que nous avons menées. C'est une immense satisfaction. ■